

Les crédits

John's à Gander. Il y a chaque jour de la semaine huit vols de St. John's à Deer Lake.

C'est inouï, sans précédent. La situation à Deer Lake est très grave. Il y a sept vols par jour de Deer Lake à Halifax, dont six directs. La situation est grave à Deer Lake. La déréglementation a entraîné une telle augmentation du nombre d'avions que les dépenses du gouvernement s'en sont trouvées gonflées.

Il nous a fallu construire un aéroport tout neuf à Deer Lake, l'aéroport commémoratif Tobin. Fidèle au modèle, il n'a que les murs et pas de toit.

Voilà ce qu'a donné la déréglementation. Avec tous les 737, les 727, les Airbus et les 146 qui vont et viennent, dont le service de réactés de Stephenville à Halifax et Montréal, comment le député de la région de Toronto peut-il expliquer qu'après l'introduction de la déréglementation, nous ayons un nombre sans précédent d'avions, de vols et de places d'avion alors que la déréglementation était censée nous priver de services?

M. Marchi: Monsieur le Président, je suis content que mon collègue se soit levé, parce que je crois qu'il n'écou-
tait pas le message que je tentais de transmettre à la Chambre et aux Canadiens.

Je ne dis pas que l'Ontario se limite seulement à Toronto et il ne devrait pas prétendre que Terre-Neuve ne dépend que de St. John's. Que pense-t-il alors de Goose Bay? De Deer Lake? De Gander? De Stephenville? Terre-Neuve, ce n'est pas simplement St. John's, et l'Ontario, ce n'est pas simplement Toronto. Voilà pourquoi je cherchais à décrire, en tant que député de Toronto, les besoins de mes concitoyens de Sudbury, Sault Ste. Marie, Hamilton, et de partout au Canada.

Il est aussi intéressant de noter que le député a omis de parler de la philosophie financière du gouvernement que j'ai illustrée avec l'exemple du dépôt des forces armées. Cela s'explique peut-être par le fait que la circonscription du député et celle du ministre des Pêches et des Océans, le député de St. John's-Ouest, reçoivent essentiellement 82 p. 100 du budget réservé aux petites embarcations bien qu'elles affichent la plus faible proportion de travailleurs dans le secteur de la pêche. Voilà peut-être pourquoi le député n'a pas parlé du dépôt des forces armées installé à Montréal plutôt qu'à Kingston, malgré une recommandation tenant compte de facteurs financiers et d'autres variables. Cela cerne bien le malaise dont souffre le gouvernement, malaise que les Cana-

diens, contrairement aux consultants et aux stratèges du gouvernement, comprennent fort bien et auxquels ils s'attaqueront très bientôt.

M. Angus: Monsieur le Président, je vais être bref en espérant que mon autre collègue aura le temps d'intervenir. En ce qui concerne tous ces vols dont le député d'en face a parlé, je veux demander à mon collègue de York-Nord s'il reconnaît que, dans bien des cas, il s'agit de deux transporteurs aériens qui partent à la même heure pour la même destination. Nous le voyons certainement en Ontario lorsqu'un vol d'Air Canada quitte l'aéroport de Toronto à 9 heures à destination d'Ottawa, de Thunder Bay, de Montréal ou d'ailleurs, et qu'un vol de Canadien quitte le même aéroport à 9 h 05 pour la même destination. Il y a beaucoup de vols inutiles, et je suppose que c'est la même chose dans le Canada atlantique. J'ai fréquenté ces aéroports et c'est vrai qu'il y a beaucoup d'avions au sol tôt le matin mais, à 9 heures, il n'en reste plus un. On ne les revoit pas avant 16 heures.

Je me demande si le député pourrait répondre à cette analyse.

M. Marchi: Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir fait allusion à un fait que j'ai omis de signaler. Il s'agit d'une autre promesse de la déréglementation, qui devait faire baisser les prix pour le consommateur. Le vice-premier ministre a été le premier à dire que les consommateurs canadiens, les voyageurs canadiens devraient baisser le prix des transports aériens. À une seule exception près, celle des sièges réservés des mois à l'avance, le coût moyen du billet, pour tous les avions, a non seulement augmenté, mais encore augmenté à un rythme bien supérieur à celui de l'inflation.

Voilà donc un autre échec. J'ai l'impression que le député parle de façon générale d'une initiative que, personnellement, je favoriserais. Nous avons deux excellents porte-parole en matière de transports qui énoncent la politique libérale au nom de notre chef et de notre parti, et ils préconisent une certaine intervention gouvernementale, non pour alourdir la bureaucratie, mais pour combler un vide béant laissé par la déréglementation.

• (1310)

Je crois que les Canadiens, que le Canada, par sa nature même, réclament le rétablissement d'une certaine réglementation. J'estime qu'une certaine forme de réglementation aiderait Air Canada et Canadien à résoudre leurs graves problèmes.